

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45 072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ÉOLIENNES de Gréneville SAS

27 quai de la Fontaine
30 900 ST CESAIRE

Références : 541/2023
Code AIOT : 0010011553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement ÉOLIENNES de Gréneville SAS implanté Lieu-dit Le Moulin de Pierre Lieu-dit Le Gros Buisson 45 480 Greneville-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 13/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉOLIENNES de Gréneville SAS
- Lieu-dit Le Moulin de Pierre Lieu-dit Le Gros Buisson 45 480 Greneville-en-Beauce
- Code AIOT : 0010011553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Gréneville en Beauce est une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent comprenant 8 aérogénérateurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi environnemental – biodiversité
- maintenance et exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Point 1bis. Suivi	AP Complémentaire	/	Lettre de suite	176 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	environnement et biodiversité	du 29/08/2022, article Art.2		préfectorale	
7	Point 4. Voies d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
17	Point 14. Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point 1. Suivi environnemental et biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Point 1ter. Suivi environnemental et biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > II.	/	Sans objet
4	Point 2. Bridage préventif	Code de l'environnement du 13/09/2023, article L. 181-12	/	Sans objet
5	Point 2bis. Bridage préventif	AP Complémentaire du 29/08/2022, article Art.2	/	Sans objet
6	Point 3. Accidents et incidents	Code de l'environnement du 13/09/2023, article R. 512-69	/	Sans objet
8	Point 5. Sécurité des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
9	Point 6. Identification et information	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
10	Point 7. Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
11	Point 8. Salubrité	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 26/08/2011, article 16		
12	Point 9. Mesures de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
13	Point 10. Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
14	Point 11. Formation de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet
15	Point 12. Registre maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
16	Point 13. Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
18	Point 14bis. Foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point 1. Suivi environnemental et biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de</p>

<p>“dépôt légal de données de biodiversité” créé en application de l’arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l’inspection des installations classées imposée au II de l’article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l’outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
<p>Constats : Pas d’écart constaté.</p>
<p>Observations : Le premier suivi de mortalité du parc éolien a été réalisé du 17/05/2018 au 09/10/2018 par le bureau d’étude Biotope. Puis réitéré tous les ans, car ces relevés ont présenté des impacts significatifs. Les suivis de mortalité des années 2019 et 2021 ont respecté le protocole de suivi environnemental national. Les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis sont versées dans DEPOBIO.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Point 1bis. Suivi environnemental et biodiversité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de passages pour le suivi de mortalité</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] L’exploitant effectue un suivi de mortalité comprenant deux passages par semaine du 1er août au 30 septembre, l’année de notification du présent arrêté. L’exploitant effectue un suivi de mortalité comprenant à compter de l’année suivant celle de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> • a minima, un passage par semaine du 1er mai au 31 juillet et du 1er octobre au 31 octobre ; • a minima, deux passages par semaine du 1er août au 30 septembre. [...] Pour l’avifaune, sous 1 mois à compter de la réception des résultats du suivi de mortalité mené dans l’année de notification du présent arrêté, en cas de poursuite d’une mortalité significative, l’exploitant transmet à l’inspection des installations classées, des propositions de mesures correctives. Le cas échéant, sous 1 mois à compter de la réception du rapport de suivi environnemental mené dans l’année suivant celle de la notification du présent arrêté, en cas de poursuite d’une mortalité significative, la transmission de propositions de mesures correctives, à l’inspection des installations classées, est reconduite.</p>
<p>Constats : C1 : Non respect du délai de début de suivi environnemental, le 15/05/23 au lieu du 01/05/2023. Cette date devra être respectée lors du prochain suivi environnemental.</p>
<p>Observations : L’exploitant a débuté le suivi de mortalité le 15/05/2023 et non pas le 01/05/2023. Lors des précédents suivis, un passage par semaine a bien été effectué du 01/05 au 31/07 et du 01/10 au 31/10, ainsi que deux passages sur la période du 01/08 au 30/09. Depuis 2018 les rapports de suivi de mortalité concluent à des impacts significatifs. En 2021, un bridage a été mis en place, dont les conditions de mise en œuvre ont été rendues opposables par arrêté préfectoral complémentaire du 27/05/2021, puis renforcées par arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022. L’instruction du dernier rapport de suivi de mortalité par l’inspection fait apparaître que le bureau d’études ne propose aucune mesure de réduction d’impact sur la biodiversité, malgré la persistance d’un nombre significatif de cadavres retrouvés en pied d’éolienne du parc. De même,</p>

le bureau d'études ne statue pas sur l'acceptabilité de cette mortalité et le maintien de l'état de conservation, au niveau local, des populations d'espèces protégées impactées. La seule recommandation porte sur le renouvellement d'un suivi environnemental. L'exploitant indique avoir discuté avec son bureau d'études afin d'identifier de nouvelles mesures susceptibles de réduire les impacts. Le bureau d'études n'a pas proposé de solutions. Il pourrait être nécessaire à l'exploitant de travailler avec son bureau d'études afin de caractériser les enjeux de mortalité vis-à-vis de la dynamique des populations présentes dans l'environnement du parc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 176 jours

N° 3 : Point 1ter. Suivi environnemental et biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Rapports environnementaux
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : — les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ; [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis les rapports de suivi environnemental en version dématérialisée à la demande de l'inspection, en amont de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point 2. Bridage préventif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du bridage préventif
Prescription contrôlée : [...] Dans le même temps, dès la notification du présent arrêté, un bridage consistant en l'arrêt des huit aérogénérateurs est mis en œuvre comme suit : • du 1er juin au 31 octobre, de 1 h avant le coucher du soleil à 1 h après le lever du soleil, si la vitesse de vent est inférieure à 6 m/s et la température est supérieure à 10 °C (valeurs mesurées à hauteur de nacelle). L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs à la mise en œuvre effective du bridage correctif précité comprenant, a minima, la date de mise en œuvre effective du bridage et les conditions de bridage : • à notification du présent arrêté pour le dispositif de bridage VESTAS ; 15 jours après mise en œuvre effective pour le dispositif de bridage FLEXIMAUS. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection la configuration du système de bridage chiroptère Fleximaus des aérogénérateurs, il respecte les caractéristiques imposées dans l'arrêté préfectoral complémentaire daté du 29/08/2022.

<p>L'exploitant a transmis un mail daté du 05/06/2023 contenant une capture d'écran d'un tableau d'extraction du suivi de fonctionnement de l'aérogénérateur E1 pour confirmer le démarrage du bridage.</p> <p>Dans un rapport d'incident, il a été découvert le 23/08/2023 le cadavre d'une noctule commune au pied de l'éolienne E1.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant justifie la mise en œuvre effective du bridage à l'aide de son logiciel de contrôle pour la période qui précède la découverte du cadavre du chiroptère. Pour l'éolienne E1, sur la période du 20/08/2023 au 25/08/2023 le bridage était en place, avec les paramètres demandés. Plus précisément, l'inspection a constaté par sondage que le bridage était bien en place le 20/08/2023 de 20 h à 22 h pour une vitesse de vent inférieure à 6 m/s.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Point 3. Accidents et incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents et incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1</p> <p>[...]</p> <p>[...] Un rapport d'accident [...] est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident [...], les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant nous présente la procédure mise en place lors de la découverte d'un cadavre d'espèces protégées datée du 07/03/2023. Celle-ci prévoit de prévenir la DREAL et est diffusée aux différents intervenants.</p> <p>Les rapports d'incidents transmis à l'inspection précisent lorsqu'il est possible les causes probables de la mortalité.</p> <p>Pour les incidents constatés en 2023, l'exploitant a transmis les rapports à l'inspection le lendemain de la découverte des cadavres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Point 4. Voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>C2 : La voie d'accès en périphérie de l'éolienne E1 n'est pas praticable à cause de la pratique agricole.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est constaté que l'air de maintenance autour de l'éolienne E1 a été reprise en terres agricoles. Le</p>

reste du site dispose d'une voie carrossable entretenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Point 5. Sécurité des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a constaté que l'accès à l'intérieur de l'éolienne E1 est bien maintenu fermé à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Point 6. Identification et information

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> — les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; — l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; — la mise en garde face aux risques d'électrocution ; — la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les prescriptions affichées sur les panneaux aux pieds des aérogénérateurs sont présentes et lisibles. Le numéro de téléphone de l'exploitant n'y figure pas. Il serait utile de l'ajouter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Point 7. Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du Code de l'aviation

civile.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Chaque aérogénérateur dispose d'un balisage de jour, constaté le jour de l'inspection, et de nuit. Les feux sont à éclats blancs de jours et rouges de nuit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Point 8. Salubrité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'intérieur de l'aérogénérateur E1 est maintenu propre et l'inspection n'a pas constaté la présence de matériaux combustibles ou inflammables stockés à l'intérieur de celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Point 9. Mesures de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : — de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; — de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'aérogénérateur E1 contrôlé est équipé de quatre capteurs de fumées. L'exploitant indique que la procédure d'arrêt d'urgence est testée une fois par an, à chaque maintenance du parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Point 10. Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences

<p>d'un incendie approprié aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : L'aérogénérateur E1 est doté d'extincteurs neufs, qui ont été renouvelés aux 10 ans du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Point 11. Formation de glace

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. [...]</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : Les aérogénérateurs sont équipés d'un système de déduction de formation de glace par détecteur de balourds couplé à des sondes de température en nacelle. L'exploitant nous indique qu'il se déplace à chaque redémarrage des aérogénérateurs lors de la formation de glace afin d'effectuer un contrôle visuel des machines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Point 12. Registre maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : L'exploitant nous présente la plateforme de supervision LEWIS qui renseigne notamment la liste des opérations de maintenance effectuées pour l'ensemble des parcs VSB, quel que soit le maintenancier des parcs. L'exploitant nous fournit le protocole de contrôle des brides de fixations de chez Vestas, son maintenancier. Il mentionne la procédure à suivre en cas de détection d'une anomalie sur le</p>

couple de serrage d'une bride d'un segment. Il ne précise pas les couples de serrage de chaque segment de la machine. Les brides sont contrôlées à l'aide d'un tendeur hydraulique (contrôle mécanique) ou d'un marquage de couleur (contrôle visuel). Le contrôle des pâles est effectuée visuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Point 13. Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"> — les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; — les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; — les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; — les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; — le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant stipule que le plan de prévention contenant l'ensemble des consignes de sécurité est envoyé à tous les intervenants sur le parc. Il se trouve aussi dans chaque aérogénérateur et au poste de livraison. La fiche incendie est présentée lors de l'inspection, cette consigne de sécurité est complet et conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Point 14. Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : C3 : Le contrôle de l'ensemble des brides de fixation ne respecte pas la périodicité imposée.
Observations : L'exploitant nous fournit le protocole de contrôle des brides de fixations de chez Vestas, son

<p>maintenancier. Dans ce protocole, il est mentionné que 10 % des boulons de 100 % des brides de fixation de la tour sont contrôlés tous les trois ans, ainsi que 10 % des gougeons de 100 % des brides de fixation des pâles sont contrôlées tous les 3 ans.</p> <p>Comme précisé dans ce protocole, une bride est constituée de deux extrémités de sections et d'un ensemble de boulons/gougeons. C'est donc 100 % des gougeons de 100 % des brides qui doivent être contrôlés.</p> <p>L'exploitant nous a transmis l'ensemble des contrôles 2022 des brides de fixation, des brides de mât et du contrôle visuel des pâles et du mât pour chaque aérogénérateur du parc.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Point 14bis. Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans les contrôles 2022 effectués par Vestas, fournis par l'exploitant, le contrôle visuel des pâles est réalisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet